

« IL FAUT CONSTRUIRE LA VILLE EN VILLE »



INTERVIEW D'ADRIEN GENECAND
PAR THIERRY OPIKOFER

Depuis bientôt deux décennies, le Conseil administratif de la Ville de Genève affiche une majorité de gauche. Ce printemps, revigorée par les beaux scores réalisés par Pierre Maudet (libéral-radical), puis par le démocrate-chrétien Guillaume Barazzone, les partis de l'Entente espèrent conquérir deux sièges sur cinq et affirmer même en viser trois, ce qui leur redonnerait la majorité et bouleverserait le paysage politique municipal. L'hypothèse est néanmoins très théorique au vu des équilibres actuels. Parmi les candidats à l'Exécutif, Adrien Genecand, actuel chef du groupe PLR au Conseil municipal, présente le profil le plus proche des deux locomotives électorales précitées : 27 ans dont dix de politique, combatif, féru de questions économiques et financières, ce cadre bancaire ne mâche pas ses mots et ne fait aucun cadeau à ses adversaires, qu'ils soient de gauche ou issus des rangs disparates et bruyants du MCG.

Evitant sagement de briguer un dicastère municipal plutôt qu'un autre, Adrien Genecand n'en développe pas moins des idées et des projets touchant aux finances, au domaine public et à l'immobilier, ainsi qu'une priorité au

développement de solutions de garde d'enfants. Ce jeune père de famille est conscient des nouvelles réalités de la société, où les femmes ont souvent acquis une formation académique et professionnelle de haut niveau et ne devraient pas renoncer à leur carrière en raison d'un réseau de crèches insuffisant ou d'un coût trop élevé pour le ménage.

A l'heure où il paraît de bon ton de brocarder l'engagement politique et où d'aucuns semblent s'employer, à coup de provocations et de vulgarité, à dévaloriser le statut d'élu du peuple, l'engagement manifesté par de jeunes politiciens de tout bord a de quoi redonner espoir. Si l'on se plaît parfois à souligner le désintérêt des nouvelles générations pour ce qui n'a aucun lien avec l'électronique de loisirs et la consommation, le dialogue avec cet interlocuteur pas encore trentenaire semble démontrer le contraire. ■ ►►



INTERVIEW D'ADRIEN GENE CAND

–La majorité de gauche de la Ville de Genève prétend depuis longtemps maîtriser ses finances publiques. Est-ce vrai? Etes-vous aujourd'hui inquiet pour l'avenir, au vu du ralentissement économique et de l'allure des perspectives budgétaires?

–En effet, il y a de quoi s'inquiéter! La dépense municipale représentait 5 000 francs par citoyen en 2002 et dépassait les 6 000 francs en 2013, soit une augmentation de 20%! Ce n'est pas vraiment rassurant.

La Ville ne maîtrise pas ses finances et accepte par exemple que chaque année, par le simple jeu des mécanismes salariaux, 5 à 10 millions supplémentaires viennent s'ajouter à ses charges. Il aurait fallu, cette année déjà, dire qu'il n'y aurait plus d'augmentation, et ce jusqu'à retour à une meilleure situation. Cependant, nous sommes dans une année électorale, donc pas question pour certains de prendre des mesures indispensables, mais impopulaires. On se contente donc d'accroître les charges et taxes frappant le public captif, comme les restaurateurs et artisans, les utilisateurs du domaine public, etc.

Si des choix opportuns ont été faits en ce qui concernait la gestion de la dette, en misant sur des taux variables, tout le reste dépend de la politique accommodante de la Banque nationale.

–On a l'impression que la «gentrification» de la République perdure: les riches dans les communes cossues, le centre-ville aux activités commerciales, la ville au «peuple de gauche» (à l'exception de certains quartiers qui, du coup, apparaissent comme des «bastions»). Faut-il – et peut-on – agir pour un meilleur équilibre, et comment?

–La «gentrification» est constatée dans toutes les (grandes) villes. Au-delà, nous n'avons pas le choix, il faut rétablir un meilleur équilibre. L'un des enjeux est de rapprocher, autant que faire se pourra, les habitants de leur lieu de travail. Ce n'est pas qu'une question de confort et de qualité de vie; c'est un défi à relever en termes de déplacements et de développement

durable. Il faut poursuivre un objectif de mixité, ce qui implique aussi – et d'aucuns préfèrent l'oublier – que des logements pour la classe moyenne et des propriétés par étages (PPE) soient édifiés dans des quartiers comme La Jonction ou Cluse-Roseraie, et que des logements sociaux soient installés dans des quartiers plus huppés. La gauche en parle beaucoup, mais

**« IL FAUDRA DE PLUS EN PLUS
ENTERRER LES VOIES DE
CIRCULATION ET LES PARKINGS.»**

ne fait rien en ce sens. L'une des stratégies, développée en son temps par les libéraux-radicaux, était de viser à une répartition en quatre quarts lors de projets en zone de développement: un quart de PPE, un quart de logement social pérenne (logements d'utilité publique – LUP), un quart de HM (habitations mixtes subventionnées) et un quart de loyer «libre». Une solution beaucoup plus intelligente et équilibrée que le système appliqué en son temps par les magistrats cantonaux de gauche: deux tiers de social, un tiers de PPE.

–La stratégie de la Ville vise nettement le logement social. Cela ne répond-il pas à un besoin légitime de la population?

–Une bonne mixité suppose que la classe moyenne, qui paie des impôts, puisse aussi se loger en ville. Je crains que le système des LUP ne finisse par créer des ghettos. A mon sens, on devrait revenir à la bonne vieille loi HLM, avec un dispositif de surtaxe vraiment efficace permettant que lorsque les gens – ce qu'on leur souhaite! – sortent du barème parce que leurs revenus se sont améliorés, ils libèrent des logements. Actuellement, on constate que les coopératives, par exemple, conservent des locataires devenus aisés, mais qui préfèrent largement payer la surtaxe et rester coopérateurs dans leur LUP. Quant au peuple genevois, il a deux fois exprimé, ces derniers mois, sa volonté que l'on construise plus dense en ville. ►►

Chacun est conscient que cela signifie moins de bouchons et davantage de substance fiscale. A terme, bâtir la ville en ville, construire plus haut et plus dense permet de mieux valoriser les espaces publics, d'entretenir de plus beaux parcs, de créer des infrastructures de qualité. En ce sens, il faudra de plus en plus enterrer les voies de circulation et les parkings.

« ON NE FAIT RIEN AVEC LA ZONE

TPG DE LA JONCTION,

CE DEPUIS DES ANNÉES. »

– On entend souvent le conseiller administratif de gauche Rémy Pagani se vanter d'être un bâtisseur. Est-ce le rôle de la Ville ?

– En fait, pour quelque 200 logements construits sur quatre ans, les oppositions et recours stériles de M. Pagani et de sa majorité, s'opposant à des projets en ville, ont empêché la construction de centaines d'appartements ! Ce « bâtisseur » affiche donc un bilan négatif. De toute manière, ce sont les privés qui doivent construire à Genève ; l'Etat et la Ville, criblés de dettes, n'ont pas les moyens de le faire, ni même de rénover ou d'entretenir leur patrimoine. La politique du logement de M. Pagani s'illustre par le cas des Minoteries ou celui de Lissignol : dans le premier exemple, on investit 400 000 francs par logement sans hausse de loyer ; dans le second, on écarte l'option d'une surélévation qui aurait permis de créer des PPE et de financer l'opération. Au lieu de cela, ce sont les contribuables qui paient.

– Qu'en est-il de la Gérance immobilière municipale ? Elle a été grandement réformée, nous dit-on...

– Il faut dire qu'on revenait de loin ! Mais ne croyez pas que ce grand parc immobilier soit aujourd'hui bien géré : à titre d'exemple, dans le rapport Stratus, qui fait le point sur l'état de vétusté des immeubles, on n'est pas capable, pour plusieurs

d'entre eux, de nous dire s'ils sont squattés ou non ! En outre, il est permis de se demander si l'on ne devrait pas valoriser certains logements dont la Ville est propriétaire, par exemple en vieille ville, en les louant à un prix élevé à des personnes intéressées, afin de dégager une rentabilité permettant de financer la politique sociale de la Municipalité. C'est notamment la pratique de l'Hospice général.

– Quelle devrait être la politique du logement de la Ville, selon vous ?

– Encourager la construction de logements, puis externaliser leur gestion. Il existe des fondations de droit public, des coopératives, des privés qui seraient mieux à même de valoriser les actifs de la Ville, au profit d'autres actions politiques et de la réduction de la dette.

– Comment construire davantage et mieux, en ville comme dans le canton ? Faut-il davantage de réglementation ou au contraire simplifier les processus ?

– La réponse est évidente : nous avons la réglementation la plus dense de Suisse et le taux de production de logements le plus faible. Les investisseurs nationaux préfèrent choisir d'autres cantons, en raison de la complexité et de l'incertitude qui pèsent sur la rentabilité des projets genevois. Les anciens locataires sont surprotégés, les nouveaux – jeunes familles, les récents collaborateurs des entreprises, divorcés, ainsi que personnes âgées désirant retourner en ville – sont défavorisés. Sous prétexte de progressisme, on a installé le système le plus conservateur et le plus figé !

– Le Conseil municipal fait-il double emploi avec le Grand Conseil ?

– La commune est l'entité de base historique, dans toute la Suisse. La Constituante genevoise a tranché récemment la question et la légitimité de la Ville au sein du Canton n'est pas contestable. Néanmoins, si les communes disposent de revenus, elles n'exercent que relativement peu de compétences. Il importe de leur redonner le contrôle sur les tâches publiques de proximité, telles que l'aide aux personnes âgées et les autorisations de construire les plus simples, par exemple. L'indice de décentralisation, à Genève, est le plus faible de Suisse, ►►



SUITE DE L'INTERVIEW
D'ADRIEN GENECAND

selon les données fédérales. La tendance, dans notre canton, à l'intercommunalité (pour le service du feu, la petite enfance, les centres sportifs, etc.) est un phénomène compréhensible, et lors des débats de la Constituante, la perspective de fusion de communes a été évoquée. Mais il faut souligner que dans ces structures intercommunales, ce sont les magistrats qui décident, et non plus les législatifs communaux.

– **Quels sont les dossiers sur lesquels vous auriez, au sein d'une hypothétique majorité de droite, agi différemment ?**

– La bonne gestion du « ménage » municipal, en contrôlant son volume et en fixant la réduction de la dette comme un impératif vis-à-vis des générations futures et des potentielles évolutions conjoncturelles défavorables. La facilitation de tout projet de construction de logements et une plus grande efficacité dans la valorisation du patrimoine immobilier, avec notamment l'équilibre de toutes les opérations de rénovation. Que l'on songe simplement aux caisses de pensions des employés de la Ville, qui ont légalement l'obligation d'obtenir une rentabilité convenable pour assurer les rentes de leurs affiliés !

– **Un des membres de l'Exécutif durant douze ans, libéral bon teint, avait été affublé du surnom « Pierre Qui ? », tellement son action (celle d'un minoritaire il est vrai) avait paru peu discernable. Depuis, Pierre Maudet et Guillaume Barazzone ont apporté un sang neuf. L'Entente a-t-elle au passage perdu du temps et des années ?**

– Certainement, et cela s'est payé dans les urnes. Les deux magistrats de la nouvelle génération que sont Pierre Maudet et Guillaume Barazzone ont fait preuve de leurs compétences et de leur souci du bien public. Minoritaires, ils ont su néanmoins endosser l'habit de membres de l'Exécutif avec efficacité, tandis que leurs partis politiques démontraient aux Genevois qu'ils n'avaient pas envoyé des figurants à la bataille électorale. Le

contraste, soit dit en passant, des élus de l'Entente avec la performance des élus de gauche, est assez frappant : doit-on rappeler le bilan de MM. Hediger, Mugny et Ferrazino, ou plus récemment de Rémy Pagani et d'Esther Alder ?

– **A quoi attribuez-vous la percée des populistes ?**

– Mathématiquement, le MCG profite simplement de la faiblesse de l'UDC à Genève. Si vous additionnez les deux groupes parlementaires, vous obtenez à peu près la représentation UDC dans les autres cantons. Quant aux raisons pour lesquelles ces partis progressent, elles sont connues et tiennent à leurs thèses liant la défense de l'emploi et de la sécurité à l'hostilité envers l'étranger. Nous devons admettre que la droite se divise actuellement en deux blocs, l'un ouvert sur le monde et conscient des réalités économiques, l'autre conservateur et recroquevillé sur des valeurs autarciques que ses dirigeants ne pratiquent d'ailleurs pas en ce qui les concerne : demandez à M. Spühler s'il apprécierait de ne plus pouvoir vendre ses trains qu'à l'intérieur des frontières suisses ! Un franc sur deux est gagné à l'étranger, le monde globalisé est une réalité concrète qu'il ne sert à rien de nier.

– **L'ouverture des frontières, l'arrivée de travailleurs étrangers qualifiés et « bon marché » a cependant de quoi angoisser certains Suisses. Comment assurer l'avenir de leurs enfants ?**

– C'est le vrai problème, celui du maintien et du développement d'une formation adéquate. Le discours selon lequel « tout le monde doit avoir sa maturité, tout le monde doit accéder à l'Université », inspiré de modèles français (Laurent Fabius et son « bac pour tous »), a fait des dégâts et souvent mené à une baisse drastique des exigences. On doit sortir de la conception « bisounours » selon laquelle on peut vivre mieux en travaillant de moins en moins, et nous n'y sommes pas préparés. Un grand pas dans le bon sens a été le développement des EPF et des HES (hautes écoles spécialisées) et leur contact direct avec l'économie afin de créer des pôles d'excellence.

– **Quelle est votre vision des relations entre la Ville et l'Etat ?**

– Cesser la confrontation stérile et entamer un vrai dialogue sur les compétences de proximité. ►►

– Quelles seront vos priorités, si vous êtes élu ?

– Bien gérer les finances et réduire la dette; construire du logement en ville; prendre toutes les mesures nécessaires à la réduction du nombre de pendulaires en accueillant des habitants de toutes les classes sociales, y compris la classe moyenne et la classe supérieure; améliorer les espaces publics et les infrastructures; trouver de vraies solutions pour la garde d'enfants. Ce dernier point me paraît capital, parce que la situation actuelle aboutit au fait que l'un des deux conjoints travaille pour payer la crèche et les impôts supplémentaires. La réserve locative de la Ville permettrait d'assurer un tiers du budget des crèches; plutôt que de distribuer des logements – ce qui mène presque toujours à des copinages douteux –, la Municipalité devrait permettre à chacun et à chacune, s'il le souhaite, de concilier carrière et enfants.

– Vous êtes issu du monde de la finance. Pensez-vous que l'« esprit de Genève » anime encore les banquiers et que leur attachement à la cité, notamment celui des grandes banques, est toujours bien réel ?

– Les grandes banques, comme les banquiers privés, restent attachées à la clientèle genevoise et suisse. Il y a eu des actes de contrition nécessaires et, aujourd'hui, il suffit de constater que le premier acteur de l'économie locale, notamment dans le financement des PME ou des hypothèques, est souvent une grande banque. Nos banquiers exercent leur activité de prêt et de dépôt, non entre la Malaisie et New York, mais essentiellement à l'intérieur de nos frontières cantonales et nationales, où ils assurent emplois, substance fiscale et mécénat. Rappelons aussi que si le projet de la Banque Pictet de s'installer sur les terrains d'Artamis à La Jonction avait vu ►►



SUITE DE L'INTERVIEW
D'ADRIEN GENECAND

le jour, non seulement les 60 millions de dépollution n'auraient pas été à la charge des contribuables de la Ville, mais les millions d'impôts versés par cette banque n'auraient pas « émigré » à Carouge.

–Quelle coopération la collectivité municipale devrait-elle cultiver avec les entreprises qui restent en ville, pour éviter leur exil – ne serait-ce que vers une commune ou un canton voisins ?

–Les privés ont été maltraités par la majorité de gauche. Il suffit de se rappeler le départ de la Fondation Wilsdorf du Grand Théâtre, grâce à l'action « éclairée » du magistrat Vert de l'époque Patrice Mugny, ou les difficultés qu'a rencontrées la même fondation pour... offrir un pont à la Ville, pont dont M. Pagani ne voulait pas et qu'on s'empressa, à gauche, de mettre à sens unique ! De façon générale, la majorité du Conseil administratif se montre méfiante à l'égard du privé, quand elle n'est pas arrogante. Des projets comme le parc Hentsch ou la nouvelle salle pour la musique en remplacement du Victoria-Hall mériteraient un meilleur accueil.

–De grands projets culturels et d'infrastructure sont en marche (périmètres des gares du CEVA, Nouvelle Comédie, MAH, etc.). Comment s'assurer que leur réalisation soit cohérente et les coûts maîtrisés ?

–Nous ne sommes pas en France, où le coût des projets prend traditionnellement l'ascenseur. En Suisse, le peuple a la possibilité d'intervenir et ne s'en prive pas, ce qui à mon sens évite les gros dérapages. Les politiques comme l'administration savent qu'un référendum ou une initiative se mettent en place facilement.

–Il reste que le projet de Jean Nouvel, pour le Musée d'art et d'histoire, n'a pas fait l'objet d'un concours en bonne et due forme, et que c'est l'un des arguments qui suscitent une opposition, notamment de Patrimoine suisse.

–Il y aurait dû y avoir un concours, c'est évident. La pratique de la Ville, à l'époque, n'était pas la même et cela n'a pas été fait. Mais aujourd'hui, le MAH est dans un état tel qu'une rénovation est indispensable. Le projet qu'on nous présente est de qualité et je suis certain que le plan financier sera tenu.

**« SOUS PRÉTEXTE DE PROGRESSISME,
ON A INSTALLÉ LE SYSTÈME LE PLUS
CONSERVATEUR ET LE PLUS FIGÉ ! »**

–La Ville a-t-elle son mot à dire et sa réflexion à mener en matière touristique, et notamment d'accueil et de sécurité des visiteurs ?

–Il y a beaucoup à faire dans l'aménagement de la Rade, notamment. C'est un diamant brut, alors que l'interaction de l'eau et de la ville devrait nous permettre de créer un joyau. Les fermages de la Ville (Potinière, Perle du Lac) méritent aussi une réflexion et une action. Les espaces publics peuvent être encore mieux mis en valeur. Enfin, c'est un véritable scandale que les administrations, les SIG, Swisscom et autres intervenants ne soient pas capables de se coordonner pour éviter de rouvrir plusieurs fois la même chaussée.

–Comment situez-vous Genève par rapport à d'autres villes comme Lausanne, Zurich ou Bâle ? Quels sont ses atouts et ses défauts ?

–Le rayonnement des organisations internationales est incomparable et fait de Genève le centre du monde lorsqu'il est question de paix et de diplomatie. Cet aspect prendra de plus en plus d'importance au cours des années qui viennent. Quant à nos « genevoiseries », il suffit de constater qu'à Zurich on bâtit du logement, des équipements de loisirs et des commerces sur un dépôt de bus, tandis que chez nous, on ne fait rien avec la zone TPG de La Jonction, ce depuis des années. Notre principal défaut est de nous endormir sur nos lauriers. ■